

Fin des budgets écrits à l'encre rouge : la santé et l'éducation sous pression

English

NOUVELLES FOURNIES PAR

Le Conference Board du Canada →

Mar 27, 2015, 08:00 ET

OTTAWA, le 27 mars 2015 /CNW/ - Le Québec atteindra l'équilibre budgétaire en 2015-2016 au prix d'importants efforts. Le contrôle des dépenses en santé et en éducation constitue la pierre angulaire du plan du gouvernement du Québec à cet égard. Cependant, la situation financière de la province pourrait être meilleure que celle annoncée dans le Budget du Québec 2015, car selon les simulations du Conference Board du Canada, les revenus autonomes dépasseront ceux anticipés par le gouvernement du Québec à partir de l'an prochain.

FAITS SAILLANTS

- **Selon les simulations du Conference Board du Canada, la croissance des revenus autonomes devrait dépasser les attentes et atteindre 500 M\$ de plus qu'anticipé par le gouvernement du Québec pour l'exercice 2016-2017.**
- **Les efforts requis en 2015-2016 pour contrôler les dépenses présentent un défi de taille pour le gouvernement. Ce dernier mise sur une croissance des dépenses de programmes de 1,2 % pour équilibrer son budget en 2015-2016.**
- **La croissance des dépenses en santé sera limitée à 1,4 % en 2015-2016, alors que les analyses du Conference Board du Canada montrent qu'elle devrait plutôt dépasser les 5 %.**

L'atteinte et le maintien de l'équilibre budgétaire passent par un contrôle serré des dépenses, vu que la seule croissance des revenus de l'État n'est pas suffisante pour y parvenir. Depuis 2010-2011, le gouvernement exerce un contrôle de plus en plus serré sur les dépenses de

programmes. En 2015-2016, les dépenses de programmes augmenteront d'à peine 1,2 %, ce qui s'avérera un défi de taille pour le Québec. Cette cible est ambitieuse compte tenu du vieillissement de la population québécoise, mais le gouvernement semble maîtriser la croissance des dépenses, à en juger par ses résultats de 2014-2015.

Les dépenses de programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que celle du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche seront particulièrement sous pression. À eux seuls, ces deux postes grugent près de 84 % des dépenses de programmes. Le gouvernement prévoit augmenter les dépenses en soins de santé de seulement 1,4 % en 2015-2016. Après avoir rétabli l'équilibre budgétaire, il envisage une croissance des dépenses en santé de 1,9 % en 2016-2017 et de 2,9 % en 2017-18.

« Selon nos recherches sur les effets du vieillissement de la population, la croissance des dépenses annuelles en soins de santé devrait dépasser les 5 % pour assurer un niveau de services qui répond aux besoins de la population québécoise et qui tient compte des coûts grandissants liés aux avancées technologiques et à la rémunération », a soutenu Marie-Christine Bernard, codirectrice au Conference Board du Canada.

« Comme nous le soulignons dans la plus récente étude de l'Institut du Québec sur les finances publiques, la seule façon de réduire la croissance des dépenses de santé de manière pérenne est d'accroître l'efficacité du système actuel en misant sur la concurrence et la rémunération axée sur le patient », a ajouté Mia Homsy, directrice de l'Institut du Québec.

Du côté des revenus, le Conference Board du Canada a utilisé son modèle de simulations budgétaires afin d'évaluer la situation financière du Québec. Cette simulation a été effectuée en tenant compte du plan de dépenses présenté dans le budget 2015 et des prévisions du Conference Board du Canada relatives aux revenus basées sur ses hypothèses de croissance économique.

Les résultats de cet exercice indiquent que les revenus totaux du gouvernement pourraient être plus élevés que ceux présentés dans le budget 2015. La différence n'est pas très marquée cette année, mais elle est plus prononcée en 2016-2017 et dans les années subséquentes. « La croissance économique plus vigoureuse devrait permettre au gouvernement de dégager des

revenus totaux de 74,5 G\$ en 2015-2016 et de 77,5 G\$ en 2016-2017, soit 500 M\$ de plus que ceux anticipés par le gouvernement du Québec en 2016-2017 » a précisé Marie-Christine Bernard.

Selon les prévisions de croissance économique du Conference Board du Canada, la croissance des revenus autonomes devrait dépasser les prévisions du gouvernement du Québec durant toute la période prévisionnelle.

La plus récente note de conjoncture financière du Québec est disponible pour consultation dans notre bibliothèque virtuelle.

Le Conference Board du Canada sera l'hôte d'un webinaire intitulé Portrait budgétaire du Québec : vers un budget équilibré, qui se tiendra le 13 avril 2015 à 14 h (HNE).

À propos du Conference Board du Canada

Le Conference Board du Canada est l'organisme de recherche appliquée indépendant et sans but lucratif le plus en vue au Canada. Depuis 60 ans, nous générons des idées novatrices dans toutes les disciplines de recherche et rassemblons des gens de tous les secteurs de notre société, afin de répondre à des questions complexes et essentielles pour l'avenir du Canada.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec consacre ses recherches et ses études aux enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

SOURCE Le Conference Board du Canada

Renseignements: Juline Ranger, directrice associée des communications, Le Conference Board du Canada, Tél. : 613-526-3090, poste 431 Courriel : corpcomm@conferenceboard.ca ou Yvonne Squires, Relations avec les médias, Le Conference Board du Canada, Tél. : 613-526-3090, poste 221, Courriel : corpcomm@conferenceboard.ca; Si vous souhaitez que votre nom soit retiré de notre liste d'envoi, veuillez adresser un courriel à corpcomm@conferenceboard.ca.